



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/CB

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A.S 3 M FRANCE des prescriptions
complémentaires en vue d'acter les modifications intervenues sur le site
de son établissement situé à TILLOY-LEZ-CAMBRAI**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu les actes réglementant au titre de la législation s'appliquant aux installations classées pour la protection de l'environnement les activités de la SAS 3M France – siège social : Boulevard de l'Oise 95006 CERGY PONTOISE CEDEX – à exploiter ses activités, sur le territoire de la commune de TILLOY LEZ CAMBRAI, et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 janvier 2010 modifié ;

Vu les demandes présentées par la S.A.S 3 M FRANCE en vue d'acter les modifications intervenues sur le site depuis la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 janvier 2010 à cette adresse ;

Vu les dossiers produits à l'appui de ces demandes ;

Vu le rapport du 6 février 2015 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que suite à l'examen par le service d'inspection des différents dossiers produits par la SAS 3 M France il a été conclu que ces modifications n'étaient pas substantielles mais nécessitaient une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter susvisé ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 19 mai 2015 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société 3M France dont le siège social est situé Boulevard de l'Oise 95006 CERGY PONTOISE CEDEX est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Tilloy **lez** Cambrai (59), les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions du présent arrêté se substituent aux prescriptions des arrêtés préfectoraux du 06 janvier 2010, modifié le 04 juin 2012, à l'exception des dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 04 juin 2012 (sources radioactives), qui sont maintenues.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les plans ci - après sont annexés à l'autorisation d'exploiter :

- Plan « Localisation des rejets atmosphériques » n° 1 422 900 001 / 1 (10/12/2014)
- Plan « Mur coupe feu et façades à fixation calibrée - Bâtiments Site » n° 1 422 900 001 / 2 (18/12/2014)
- Plan « Plan Site Bâtiments / Entrepôts » n° 1 422 900 001 / 3 (30/12/2014)

Rubrique	A,D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée
3340	A	Fusion de matière minérales, y compris production de fibres minérales, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	La capacité journalière de fusion étant de 108.88 tonnes	108.88 tonnes
1131-2.b	A	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol : 2.Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t, mais inférieure à 200 t pour être soumis à autorisation	Bâtiments B (Entrepôt repère b1) et D11 (Entrepôt repère Bât D 11) : Stockage de 16,15 tonnes de produits toxiques liquides	16,15 tonnes
1432-2.a	A	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³ pour être soumis à autorisation	Liquide inflammables de 1ère catégorie : <u>Bâtiment D11</u> (repère Bât D11) : stockage de 800 m ³ de différents liquides inflammables en fûts. <u>Tank farm</u> (cuves enterrées) : 1 cuve de 23 m ³ de méthyléthylcétone, 1 cuve de 22 m ³ de toluène, 1 cuve de 23 m ³ d'acétone, 1 cuve de 15 m ³ d'acétate d'éthyle 1 cuve de 12 m ³ d'acétate de méthyle. Capacité équivalente 95 / 5 = 19 m ³	820,1 m ³

			<p>Liquide inflammable de 2^{ème} catégorie : Réservoirs des motopompes : 3 m³ de diesel soit 0,6 m³ en capacité équivalente. 1 cuve aérienne de 2.5 m³ de gasoil soit 0,5 m³ en capacité équivalente.</p> <p>Soit une capacité totale équivalente de 820.1 m³</p>	
1433.B.a	A	<p>Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) :</p> <p>B. Autres installations :</p> <p>Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est :</p> <p>a) Supérieure à 10 t pour être soumis à autorisation</p>	<p>Bâtiment C (repère Bât C):: Salle 1 : mélangeurs de liquides inflammables de 1ère catégorie d'une capacité de 12,98 t Salle 3 : mélangeurs de liquides inflammables d'une capacité de 0,15 t Salles 5, 6, 7 : mélangeurs de liquide inflammables de 1ère catégorie d'une capacité de 4,7 t</p> <p>Bâtiment D10 (repère Bât D 10) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 mélangeur Reynold de liquides inflammables de 1ère catégorie d'une capacité de 1,2 t - 1 mélangeur Planétaire de liquides inflammables de 1ère catégorie d'une capacité de 0,6 t <p>Soit capacité totale équivalente de 19,63 t</p>	19,63 t
1434-2	A	<p>Liquides inflammables (Installation de remplissage ou de distribution)</p> <p>2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumis à autorisation</p>	<p>1 installation de déchargement de camions alimentant des cuves de liquides inflammables.</p>	
1450-2.a	A	<p>Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques :</p> <p>2. Emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 t pour être soumis à autorisation</p>	<p>1 stockage de 1,5 tonnes de poudre d'aluminium. (stockage spécifique en extérieur au sol - repère g4)</p>	1,5 t
2515-1-a	A	<p>Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.</p> <p>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant, étant</p> <p>a. Supérieure à 550 kW pour être soumis à autorisation</p>	<p>Atelier MILL : 1 broyeur 150 kW , 1 compresseur de 1 350 kW et un tamiseur de 2.5 kW</p> <p>Atelier Microsphères (atelier silo) : tamiseurs de 35 kW</p> <p>Atelier FMEV : 1 broyeur de 45 kW, des tamiseurs de 35 et 30 kW</p> <p>Atelier MILL 2 : 1 broyeur 75 kW , 1 compresseur d'air de 2 500 kW et un tamiseur de 1.8 kW</p> <p>Soit une puissance totale de 4224.3 kW</p>	4224.3 kW

2530-2-a	A	<p>Verre (fabrication et travail du), la capacité de production des fours de fusion et de ramollissement étant :</p> <p>2. Pour les autres verres :</p> <p>a) supérieure à 500 kg/j pour être soumis à autorisation</p>	<p><u>Atelier microsphères</u> - Bâtiment Microsphères (repère m) Formers 1 à 5 (repère d5):</p> <p>Former 1 – GBB - 1 brûleur d'une capacité maximale de 14 t/j</p> <p>Former 2 – GBB - 1 brûleur d'une capacité maximale de 14 t/j.</p> <p>Former 3 – GBB – 1 brûleur d'une capacité maximale de 18 t/j.</p> <p><u>Atelier microsphères</u> Bâtiment Fmev (repère f)</p> <p>Formers 4 à 5 (repère f10)</p> <p>Former 4 – GBB– 1 brûleur d'une capacité maximale de 24 t/j.</p> <p>Former 5 – GBB– 1 brûleur d'une capacité maximale de 24 t/j.</p> <p><u>Atelier FMEV</u> : (Bâtiment FMEV, repère f1)</p> <p>Former 1 – FMEV – 1 brûleur d'une capacité maximale de 3,72 t/j.</p> <p>Former 2 – FMEV – 1 brûleur d'une capacité maximale de 3,72 t/j.</p> <p>Total Brûleurs FMEV : 7,44 t/j</p> <p>Soit une capacité totale de 108.88 t/j</p>	108.88 t/j
----------	---	---	---	------------

2661-2.a	E	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 20 t/j pour être soumis à enregistrement</p>	<p>Bâtiment B (repère b1) :</p> <p>Broyage de gomme d'une capacité de 1,7 t/j</p> <p>Mélangeur d'une capacité de 1,8 t/j</p> <p>Découpe des pains pour l'extrusion 1 t/j</p> <p>Bâtiment D12 (repère d4) :</p> <p>Découpe de bandes de marquage au sol d'une capacité de 25 t/j</p> <p>Bâtiment D13 (repère D13b):</p> <p>Découpe de films aéro d'une capacité de 1,3 t/j</p> <p>Découpe de films à l'atelier « flat bed coater » pour une capacité de 1,25 t/j</p> <p>Soit une quantité totale de 32,05 t/j</p>	32,05 t/j
2662-2	E	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 1000 m³, mais inférieur à 40000 m³ pour être soumis à enregistrement</p>	<p>Bâtiment B (Entrepôt repère b1) : stockage de 300 m³ de polymères</p> <p>Bâtiment D11 (Entrepôt repère Bât D11): stockage de 300 m³ de polymères</p> <p>Bâtiment D12 (Stockage repère d1) : stockage de 900 m³ de rouleaux de marquage au sol</p> <p>Soit un volume de 1500 m³</p>	1500 m ³
2940-2-a	A	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...),</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est :</p> <p>a) Supérieure à 100 kilogrammes/jour pour être soumis à autorisation</p>	<p>Encolleuse Bâtiment D10 (repère Bât D10) et D12 (repère d4) :</p> <p>Encollage d'adhésifs d'une capacité de 9 t/j</p> <p>Application de liant d'une capacité de 9 t/j</p> <p>Bâtiment D13 (repère D13b) :</p> <p>Encollage à l'atelier « flat bed coater » d'une capacité de 1,25 t/j</p> <p>Soit une quantité maximale de 19,25 t/j</p>	19,25 t/j
1158 B	DC	<p>Diisocyanate de diphenylméthane (MDI)</p> <p>Fabrication industrielle, emploi ou stockage</p> <p>B. – Emploi ou stockage</p> <p>2. Supérieure à 2 t, mais inférieure ou égale à 20 t pour être soumis à déclaration</p>	<p>La quantité de produit stocké est de 10 tonnes (Bâtiment D11)</p>	10 tonnes
1173-3	D	<p>Dangereux pour l'environnement (B), toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.</p> <p>3. Supérieure ou égale à 100 t, mais inférieure à 200 t pour être soumis à déclaration</p>	<p>Tank farm (zone extérieure - cuves enterrées) :</p> <p>1 cuve de 42.3t d'Exxon DSP60/95</p> <p>1 cuve de 42t d'heptane</p> <p>Bâtiment D11 ((Entrepôt Bât D11):</p> <p>Stockage de 76 t de produits dangereux pour l'environnement (B)</p> <p>Soit une quantité équivalente de 160.3 t</p>	160.3 t

1220.3	D	Oxygène (emploi et stockage d') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. Supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t pour être soumis à déclaration	1 cuve de 42 tonnes d'oxygène	42 t
1510.3	D	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 3. Supérieur ou égal à 5 000 m ³ , mais inférieur à 50 000 m ³ pour être soumis à déclaration	Bâtiment B (Entrepôt repère b1): entrepôt de 15 877 m ³ contenant 380 tonnes de combustibles Bâtiment D11 (Entrepôt Bât D11) : entrepôt de 23 800 m ³ contenant 620t de combustibles. Bâtiment D12 (Stockage repères d1 & d2) : entrepôt (au sol) de 900 m ³ contenant 320 tonnes de combustibles Soit un volume total de 40 577 m ³ et une quantité totale de combustibles de 1320t	40 577 m ³
1530.2	D	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues. La quantité stockée étant : 2) Supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³ pour être soumis à déclaration	Bâtiment B : Stockage (Entrepôt repère b1) de 110 m ³ de carton Stockage (Entrepôt repère b1) de 5 m3 de bois Stockage (repères b3, b5, b7, b8) de 20 m3 de bois Bâtiment D13 stockage (repère D13b) de 15 m3 de bois Bâtiment D11 ((Entrepôt repère Bât D11) : stockage de 630 m ³ de cartons et papiers. stockage de 10 m ³ de bois Bâtiment D12 Stockage (repère d2 - étagères) de 30 m ³ de carton. Stockage (repère d2 - sol) de 10 m3 de bois Stockage (en face du repère d6) de 70 m ³ de bois Bâtiment C (repère c2) : Stockage de 25 m ³ de bois Bâtiment Microsphères Stockage (repères m1 et m7) de 15 m3 de bois Stockage (repère m8) de 60 m ³ de carton Stockage (repère m9) de 35 m ³ de carton Bâtiment Fmev Stockage Mill n°2 (repère f8) de 6 m3 de bois Stockages extérieurs : 900 m ³ de palettes neuves, 160 m ³ de palettes neuves face au FMEV, 120 m ³ de palettes recyclées, 30 m ³ de déchets de bois Soit un volume total de 2245 m ³	2245 m ³

2565-2.b	DC	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563 :</p> <p>2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en oeuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume total des cuves de traitement étant :</p> <p>b. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l pour être soumis à déclaration</p>	<p>Bâtiment B (repère b10) : installation d'anodisation du laboratoire QC.</p> <p>Le volume total des cuves de traitement est de 440 litres.</p>	440 l
2640-2	D	<p>Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication industrielle, emploi de)</p> <p>2. Emploi</p> <p>La quantité de matière utilisée étant :</p> <p>b) supérieure ou égale à 200 kg/j mais inférieure à 2 t/j pour être soumise à déclaration</p>	<p>L'emploi maximal de colorants et pigments est de 500kg/j</p>	500kg/j
2661-1.c	D	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j pour être soumis à déclaration</p>	<p>Bâtiments B :</p> <p>Extrusion (repère b8) pour une capacité de 1 t/j</p> <p>Mélangeur curing (repère b6) d'une capacité de 1,6 t/j</p> <p>Bâtiment D10(repère Bât D10) :</p> <p>1 mélangeur Planétaire d'une capacité de 3 t/j</p> <p>1 mélangeur Reynold de liquides inflammables d'une capacité de 4 t/j</p> <p>Bâtiment C : (repère Bât C - salle 5) :</p> <p>1 mélangeur BP18 n (n : normal, pas sous vide) d'une capacité de 3 t/j</p> <p>Soit une quantité totale de 12.6 t/j</p>	12,6 t/j
2910 A.2	DC	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>1) supérieure ou égale à 20 MW</p> <p>2) supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW :</p>	<p>Installations de combustion alimentées en gaz (repère b9):</p> <p>1 chaudière de 7 MW</p> <p>1 chaudière de 2,8 MW</p> <p>La puissance totale est de 9,8 MW</p>	9,8 MW
2915-1	D	<p>Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles :</p> <p>1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est</p> <p>b) supérieure à 100 l, mais inférieure ou égale à 1 000 l pour être soumise à déclaration,</p>	<p>Le module Adhésifs dispose des installations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 Mélangeur planétaire (Bâtiment D10) : 257 l - 1 Mélangeur reynolds (Bâtiment D10) : 380 l - 1 Mélangeur curing hotmelt (Bâtiment B- repère b6) : 127.2 l - 1 Mélangeur raynerie (Bâtiment C – salle 3) : 60 l <p>Le volume total de fluide est de 824.2 l</p>	824.2 l

2921-a	D	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure à 3 000 kW pour être soumis à enregistrement</p>	<p>Tour FMEV d'une puissance de 1750 kW Tour Usine d'une puissance de 700 kw Soit une puissance thermique évacuée maximale de 2450 kW</p>	2450 kW
2925	DC	<p>Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	Chargeurs d'appareils de manutention électriques d'une puissance totale de 100 kW	100 kW
1172	NC	<p>Dangereux pour l'environnement (A), très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 200 t 2. Supérieure ou égale à 100 t, mais inférieure à 200 t 3. Supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 100 t 	<p>Atelier FMEV (Bâtiment Fmev – Entrepôt repère f2): stockage de 10 t d'oxyde de zinc</p> <p>Bâtiment D11 (Entrepôt repère Bât D11) : stockage de 9 t de produits dangereux pour l'environnement (A)</p> <p>Soit une quantité totale de 19 t</p>	19 tonnes
1321	NC	<p>Substances et préparations explosibles (emploi ou stockage) à l'exclusion des poudres et explosifs et des substances visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Supérieure à 500 kg, mais inférieure ou égale à 10 t pour être soumis à autorisation 	La quantité maximale susceptible d'être stockée est de 200 kg (bâtiment D11)	200 kg

L'établissement fait parti des établissements dit « IED » car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement :

- la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3340 : **Fusion de matières minérales, y compris production de fibres minérales, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour**
- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales sont les conclusions du BREF GLS- Verreries

ARTICLE 1.2.2. INVENTAIRE DES PRODUITS CHIMIQUES

L'exploitant tient à jour un tableau de l'ensemble des produits présents (matières premières, encours de fabrication, produits finis, ...) sur le site avec les quantités présentes, les phrases de risques associées et la localisation de ces produits. Ce tableau est tenue à la disposition de l'Inspection.

ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles suivants :

Communes	Parcelles
Tilloy Lez Cambrai	n°108,109,111,113,115,116 section ZA

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.5.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.5.2. MISE A JOUR DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.5.3. EQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITE

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
2. des interdictions ou limitations d'accès au site ;
3. la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
4. la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Sans préjudice des dispositions des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement, la réhabilitation du site est effectuée en vue de permettre un usage adapté à sa future utilisation.

CHAPITRE 1.6 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative de Lille

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RESERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

ARTICLE 2.3.2. ESTHETIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (réipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Sans préjudice des dispositions ci dessus, les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

Installations de Combustion

Le plan « Localisation des rejets atmosphériques » n° 1 422 900 001 /1 (10/12/14) est annexé à l'arrêté.

N° conduit	Installations raccordées	Puissance	Combustible	Dispositif de filtration	observations
1	Chaudière	7 MW	Gaz naturel	/	Production d'eau chaude
2	Chaudière	2,8 MW		/	Production de vapeur
3	Former 1 GBB	2,2 MW		Filtres à manche	Module Microsphères (production de microsphères de verre creuses)
4	Former 2 GBB	2,2 MW			
5	Former 3 GBB	3,2 MW			
18	Former 4 GBB	4.29 MW			
21	Former 5 GBB (futur investissement en cours d'installation)	4.29 MW			
6	TCP	2,2 MW			Tour d'atomisation (Module FMEV)
7	Former 1FMEV	1,7 MW			Module FMEV (production de billes de verre)
8	Former 2 FMEV	1,7 MW			
14	D4600 Mill 1	50 kW			Brûleur sur sécheur (Module microsphères)

Traitement des rejets de l'encolleuse

10	Oxydateur thermique	1,0 MW	Gaz naturel
----	---------------------	--------	-------------

Installations de dépoussiérages

N° conduit	équipement	Emplacement	Dispositif de filtration
11	TPV (Transport pneumatique verre)	Bâtiment FMEV	filtre à manches
12	TPNV (Transport pneumatique non verre)	Bâtiment FMEV	
13	FT4	Bâtiment FMEV	
16	D4000 Mill 1	Bâtiment Mill 1	Cyclofiltre
17	D2200 Mill 1	Bâtiment Mill 1	Filtre à manches
19	D4000 Mill 2	Bâtiment Mill 2	Cyclofiltre
20	D2200 Mill 2	Bâtiment Mill 2	Filtre à manches

ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GENERALES DE REJET

Installations de combustion

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit maximum (base ERS) en Nm³/h	Type de Correction	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1 (chaudière)	21	0,95	18 650	Correction à 3% O ₂	5
Conduit N° 2 (chaudière)	21	0,5	5 550		5
Conduit N° 3 (Former 1 GBB)	30	1.18	360 000	Correction à 20.8 % O ₂	8
Conduit N° 4 (Former 2 GBB)	27,5	1.4	360 000		8
Conduit N° 5 (Former 3 GBB)	27,5	1.4	450 000		8
Conduit N° 18 (Former 4 GBB)	24,8	1.4	560 000		8
Conduit N° 21 (Former 5 GBB)	24.8	1.4	560 000		8
Conduit N° 14 (D 4600 – Mill 1)	18,7	0,4	25 000		5
Conduit N° 6 (TCP)	25	0.8	157 500	Correction à 20.8 % O ₂	8
Conduit N° 7 (Former 1 FMEV)	25	1.1	145 000		5
Conduit N° 8 (Former 2 FMEV)	25	1.1	145 000		5

Traitement des rejets de l'encolleuse

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 10 (oxydateur thermique)	15	1,25	50 000	8

Installations de dépoussiérages

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 11 (TPV)	16	0,16	600	5
Conduit N° 12 (TPNV)	16	0,21	1 150	5
Conduit N° 13 (FT4)	20,5	0,3	4500	5
Conduit N° 16 (D4000 – Mill 1)	17	0,4	750	5
Conduit N° 17 (D2200 – Mill 1)	18,7	0,2	8 600	8

Conduit N°19 (D4000 Mill 2)	14	0.15	1 350	5
Conduit N°20 (D2200 Mill 2)	27	0.5	16 000	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés ;

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Installations de combustion

Concentrations moyennes en mg/Nm ³	Conduits 1 et 2 (valeur par conduit)	Conduit 3	Conduit 4	Conduit 5	Conduits 18 et 21 (valeur par conduit)	Conduit n° 6	Conduits n°7 et 8 (valeur par conduit)	Conduit n°14
	Valeur limite par conduit mg/Nm ³							
Concentration en O ₂ de référence	3% O ₂	20,8% O ₂						
Poussières	5 (maxi : 25)	5 (maxi : 25)	5 (maxi : 25)	5 (maxi : 25)	5 (maxi : 25)	20 (maxi : 40)	5 (maxi : 30)	10 (maxi : 35)
SO ₂	35	2	2	2	2	2	2	2
NO _x en équivalent NO ₂	150	2	2	2	2	3	5	3
CO	/	2,5	2,5	2,5	2,5	7	2,5	5
Métaux composés gazeux et particulaires								
Sb, Cr, Co, Cu, Sn Mn, Ni, V, Zn	/	5	5	5	5	Zn : 3 maxi : 5	1 (maxi : 5)	/
Bore	/	2 (maxi : 5)	2 (maxi : 5)	2 (maxi : 5)	2 (maxi : 5)	/	/	/

Traitement des rejets de l'encolleuse

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°10
COV totaux	10
CO	20
NO _x en équivalent NO ₂	20
SO ₂	5
Poussières	10

Installations de dépoussiérages

Poussières	Conduit n°11	Conduit n°12	Conduit n°13	Conduit n°16	Conduit n°17	Conduit n° 19	Conduit n°20
Concentrations maximales en mg/Nm ³	15	35	50	20	10	20	10
Concentrations moyennes en mg/Nm ³ (moy/mois)	5	10	30	15	5	15	5

Rejets de COV

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduits 1 à 21
COV R40 halogénés	0
COV R45 ,46 ,49 ,60 ,61	0
COV Annexe III	
COV annexe IV	0

ARTICLE 3.2.5. VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETES

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Installations de combustion

conduits	1	2	3	4	5	18 et 21	6	7 et 8	14
Flux par conduit en	t/an	t/an	t/an	t/an	t/an	t/an par conduit	t/an	t/an par conduit	t/an
Poussières	0,19	0,24	16	16	20	24.5	27.59	6.35	2.19
SO ₂	1,31	1,70	6,3	6,3	7,9	9.81	2.76	2.54	0,44
NO _x en équivalent NO ₂	5,60	7,29	6,3	6,3	7,9	9.81	4.14	6.35	0,66
Bore	/	/	6,31	6,31	7,9	9.81	/	/	/
Zinc	/	/	/	/	/	/	4.14	1.27	/

Traitement des rejets de l'encolleuse

Flux en t/an	Conduit n°10
COV totaux	4.38
NO _x en équivalent NO ₂	8.76
SO ₂	2.19
Poussières	4.38

Installations de dépoussiérages

N° conduit	Flux moyen de poussières en g/h
11	1
12	3
13	160
16	10
17	33

N° de conduit	Flux moyen de poussières en t/an
19	0.2
20	0.7

Les émissions diffuses de solvant de l'ensemble du site ne doivent pas dépasser pas 5% de la quantité consommée (plan de gestion des solvants).

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m ³)
Réseau public	60000

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

Article 4.1.2.1. Réseau d'alimentation en eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques,

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- 1 Rejet exclusivement pluviales.
- 2 Rejet eaux usées.
- 3 Eaux industrielles : eaux de lavage des sols de l'atelier FMEV et de nettoyage des équipements.
- 4 Eaux polluées en cas d'incident.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux pluviales
Débit moyen journalier (m³/j)	75
Débit maximum horaire (m³/h)	930
Exutoire du rejet	Bassin d'infiltration de la SANEF
Traitement avant rejet	Déboureur séparateur d'hydrocarbure
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	
Conditions de raccordement	Convention de raccordement avec la SANEF

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux usées (eaux domestiques, purges des chaudières, concentrats osmoseurs, purge de déconcentration des TAR, eaux de nettoyage sols modules hormis les eaux de nettoyage du module Fmev)
Débit maximal journalier (m³/j)	100
Débit maximum horaire (m³/h)	20
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement public
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Cambrai
Conditions de raccordement	Convention de raccordement avec le gestionnaire du réseau

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°: 2a
Nature des effluents	Eaux du bain de rinçage (bac n° 2) de la ligne d'anodisation situé au Laboratoire (chapitre 8.2)
Volume m³	3
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement public
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Cambrai
Conditions de raccordement	Convention de raccordement avec le gestionnaire du réseau

Eaux éliminées comme déchets:

Point de rejet interne à l'établissement	N°:3
Nature des effluents	Eaux industrielles
Volume m³	30
Exutoire du rejet	Bassin étanche appelé "Bassin de rétention Mélanges"

Point de rejet interne à l'établissement	N°:3 Bis
Nature des effluents	Eaux industrielles Mill 2, Mill 1
Volume m³	5
Exutoire du rejet	Cuve enterrée de 5m³ (asservie avec une sonde de niveau avec report au poste de garde)

Eaux susceptibles d'être éliminées comme déchets:

Point de rejet interne à l'établissement	N°:4
Nature des effluents	Eaux polluées
Volume m³	1000
Exutoire du rejet	Bassin d'accident

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 4.3.6.2. Aménagement

4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur les ouvrages de rejet n°1 & n°2 d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit **pas** sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.6.3. Equipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C,

ARTICLE 4.3.7. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX USEES

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux usées dans le réseau communale, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 2 eaux usées

Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l) (Convention de rejet STEP)
AOX	1
Matières en suspension	500
DCO	1200
DBO5	590
Matières grasses	50
NGL (azote global)	82
Phosphore	22
Zinc	5

ARTICLE 4.3.10. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté (article 4.3.11).

ARTICLE 4.3.11. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)*	Flux (kg/j)
Matières en suspension	100	< 15
Matières en suspension	35	> 15
DCO	100	NC
DBO5	10	NC
NGL (azote global)	15	NC
Phosphore	0,6	NC
Hydrocarbure totaux	1	NC
Annexe 2 de l'AM du 2/02/98 relative à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines	**	0

(*) pondérée(s) selon le débit de l'effluent

La superficie des toitures est de 22418 m², les aires de stationnement et voiries représentent une surface de 28054 m².

**L'infiltration des eaux pluviales propres dans le bassin de la SANEF (convention) doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées.

TITRE 5 – DECHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;

assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant:

- a) la préparation en vue de la réutilisation ;
- b) le recyclage ;
- c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) l'élimination .

ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R543-3 à R543-15 et R543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-195 à R 543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 5.1.4. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7. DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Type de déchets	Code des déchets	Quantité maximale stockée sur le site (tonnes)
Emballages en mélange (DIB)	15-01-06	16
Solvants usagés	07-02-04*	19
Poussières de verre tout venant GB	10-11-05	16
Bois en mélange	20-01-38	12
Poussières de verre (GBB) Bag Dust - BS60	10-11-17*	14
Fûts vides souillés	15-01-10*	5
Pâteux avec solvant	08-04-09*	16
Emballages souillés en mélange	15-01-10*	12
Eaux bassin des mélanges 25m3	07-01-01*	25
Pâteux sans solvant	08-04-10	8
Carton	20-01-01	7
Eaux de rinçage avec solvants (totes + fûts)	07-01-01*	28
Film polyester en bobine	12-01-05	15
Bas de four GB	10-11-12	14
Ferraille	20-01-40	12
Poussières de verre zinguées FMEV	10-11-15*	22

TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
	65 dB	58 dB

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans les zones à émergence réglementée.

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 – PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 CARACTERISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.1.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses (matières premières, encours de fabrication, produits finis,...) susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement, fiche de données sécurité) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

ARTICLE 7.1.2. ZONAGE INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.2.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

Article 7.2.1.1. Gardiennage et contrôle des accès

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré en permanence.

Article 7.2.1.2. Caractéristiques minimales des voies

Les voies pompiers auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

ARTICLE 7.2.2. BATIMENTS ET LOCAUX

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

L'ensemble des bâtiments A,B,C,D est divisé en cinq zones. Les murs coupe feu 2 heures (REI120) sont repérés dans le plan joint « Mur coupe feu et façades à fixation calibrée – Bâtiments Site n° 1 422 900 001 / 2 (18/12/14)».

Les bâtiments C, D10, D11 comportent des façades anti-explosion (prescriptions reprises de l'arrêté du 25/08/1980).

Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont de qualité EI 120 et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui peut être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu n'est pas gênée par des obstacles.

Les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection incombustible de classe A1 sur une largeur minimale de 5 mètres, de part et d'autre des parois séparatives.

Les sols des aires et locaux de stockage sont incombustibles (classe A1).

ARTICLE 7.2.3. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Article 7.2.3.1. Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

ARTICLE 7.2.4. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

ARTICLE 7.2.5. SEISMES

Les installations présentant un danger important pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel en vigueur.

ARTICLE 7.2.6. CHAUFFERIE

Les 2 chaudières (conduit n°1 – 7 MW & conduit n°2 – 2,8 MW) sont situées dans la chaufferie (repère b9). La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Le chauffage des bâtiments de stockage ou d'exploitation ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérotherme à gaz ne sont pas autorisés dans les bâtiments de stockage ou d'exploitation.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux A2 s1 d0 (anciennement M0). En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges matériaux A2 s1 d0 (anciennement M0). Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent une paroi.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention ou des bureaux des quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que ceux prévus pour les locaux dans lesquels ils circulent ou sont situés.

CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRESENTER DES DANGERS

ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

ARTICLE 7.3.2. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion **sauf** pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.3.3. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

ARTICLE 7.3.4. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 7.3.4.1. « permis d'intervention » ou « permis de feu »

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

CHAPITRE 7.4 MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

ARTICLE 7.4.1. SURVEILLANCE ET DETECTION DES ZONES POUVANT ETRE A L'ORIGINE DE RISQUES

Conformément aux engagements pris dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place des détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme au poste de garde.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Il convient de respecter les règles suivantes :

- La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.
- La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Détecteurs incendie :

La détection incendie est obligatoire dans les cellules contenant des produits dangereux et notamment : présence de détecteurs de fumée dans les armoires électriques (principalement dans les salles électriques), présence de sprinkler dans les bâtiments contenant des produits dangereux (pour le bâtiment C et D11 sprinkleur avec émulseur), utilisation de CO2 pour le bâtiment D10 (détection optique et thermique), présence de RIA et d'extincteurs). Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits, objets ou matériels entreposés.

Des détecteurs d'incendie thermiques et optiques sont répartis dans l'usine (le bâtiment C avec l'installation sprinkler équipé d'une cuve émulseur et le bâtiment D10 avec l'installation d'extinction par CO₂). Les indications de ces détecteurs sont reportées en salle de contrôle (centrale d'alarme « CO2 » situé au bâtiment D12 et central d'alarme « sprinkleur + émulseur » situé au bâtiment B) ou au poste de garde (centrale d'alarme Site) et actionneront :

- Dans tous les cas un dispositif d'alarme sonore et visuel ;
- Dans certains cas un système de protection particulier (ex utilisation du CO₂ pour le bâtiment D10).

Détecteurs gaz :

Dans certains bâtiments et notamment, présence de détection gaz naturel dans l'atelier chaufferie (2 chaudières), présence de détecteur de gaz naturel sur l'encolleuse situé au bâtiment D12, présence de détecteur de gaz d'hydrogène dans le bâtiment Fmev pour l'aire de charge Module Fmev, dans le bâtiment D13 pour l'aire de charge Module Magasin), un système de détection automatique gaz conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant, dans l'exploitation des installations, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.

Pour le déclenchement de l'alarme incendie, 90 bris de glace ou déclencheurs manuels avertisseurs sont implantés dans l'usine. Leur déclenchement est reporté au poste de garde.

CHAPITRE 7.5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.5.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

ARTICLE 7.5.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.5.3. RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

ARTICLE 7.5.4. RESERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7.5.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.5.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.5.7. TRANSPORTS – CHARGEMENTS – DECHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

En particulier, les transferts de produit dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

ARTICLE 7.5.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.6.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan d'urgence (PU).

L'exploitant tient à jour un PU qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est rédigé sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers. Il est révisé au moins une fois tous les 3 ans ainsi qu'à chaque modification substantielle des installations, à chaque modification de l'organisation, à la suite des mutations de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de cette procédure.

Ce plan doit être facilement compréhensible. Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Le plan précise les modalités d'alerte et de communication permettant le déclenchement rapide de l'alerte chez les sociétés voisines susceptibles d'être impactées. Il doit contenir à minima :

- Les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ;
- Pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;
- Les principaux numéros d'appels ;
- Des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :
 - Les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants...) ;
 - L'état des différents stockages (nature, volume...) ;
 - Les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ;
 - Les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;
 - Les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques) ;

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent être accessibles en permanence.

Un exemplaire de ce plan est disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. Il est diffusé pour information, à chaque mise à jour :

- en double exemplaire à l'inspection des installations classées,
- au SDIS,
- à la Préfecture, qui peut demander la modification des dispositions envisagées.

Ce plan est par ailleurs tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours sur le site.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre un document écrit, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions de la procédure ; cela inclut notamment :
 - l'organisation des tests périodiques (à minima annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
 - la formation du personnel intervenant,
 - l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (révision suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu de la procédure, qui peut être coordonnées avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématiques de la procédure en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le plan. Leur fréquence est à minima annuelle. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice.

Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.3. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

ARTICLE 7.6.4. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'exploitant dispose a minima de :

- robinets d'incendie armés (RIA). Dix de ces RIA (6 dans le bâtiment C, 2 en D10 et 2 en D11) sont équipés d'un fût de 200 litres d'émulseur pour le bâtiment D10 et sont alimentés à la cuve d'émulseur (3030 litres) pour le bâtiment C ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- installation d'extinction automatique composé de 3500 têtes de sprinkler sur l'ensemble du site sauf au bâtiment A et aux bâtiments annexes extérieurs (ex club house repère g3, ...). Un équipement utilisant de l'émulseur (7500 l) est installé dans la zone D13 pour le bâtiment D11. L'eau est fournie par une citerne de 1500 m³ et maintenue à une pression de 10 bar dans le réseau d'incendie. Attenante à la citerne une salle de pompage abrite 2 moto pompes indépendantes. Chaque groupe est composé d'une pompe centrifuge pouvant débiter 560 m³/h sous 8,5 bars.
- 9 poteaux incendie équipés de 2 raccords latéraux de 100mm et 1 raccord central de 65 mm.

Le bâtiment D10 est équipé de dispositifs de détection (optique et thermique)/extinction automatique au CO₂. Le bâtiment C est équipé d'un système d'extinction de type sprinkleur avec émulseur (cuve de 3030 litres) Les bâtiments C, D10, D11 sont équipés sur deux côtés par des murs calibrés qui céderont en cas d'explosion.

Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et est soumis à des exercices périodiques. Il est procédé au contrôle de la conductivité de toute personne entrant dans les ateliers atmosphère explosive (ATEX) à chaque entrée.

L'ensemble des personnes amenées à intervenir en cas d'incendie seront formées périodiquement à la prévention, à la lutte contre l'incendie et à l'utilisation du matériel de lutte contre l'incendie.

ARTICLE 7.6.5. CONSIGNES DE SECURITE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 7.6.6. PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS

Article 7.6.6.1. Bassin de confinement.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité utile et minimale de 1000 m³. La vidange, vers le milieu naturel, suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

TITRE 8 – CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 EPANDAGE

Sans objet.

CHAPITRE 8.2 LIGNE D'ANODISATION

L'exploitant est tenu de respecter les prescriptions suivantes pour sa ligne d'anodisation :

- L'ensemble des rejets aqueux sont récupérés dans des bidons et éliminés dans les filières de traitement agréées sauf le bac de rinçage du labo QC repris dans le rejet des eaux usées (article 4.3.5).
- Les rejets dans l'air sont captés par des événements au voisinage des bains et extraits en toiture après passage dans un dévésiculeur.

CHAPITRE 8.3 STOCKAGE D'OXYGENE

ARTICLE 8.3.1. IMPLANTATION

L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 5 mètres des limites de propriétés.

ARTICLE 8.3.2. ACCESSIBILITE

Une clôture comportant au moins une porte s'ouvrant vers l'extérieur, d'une hauteur minimale de 1,75 mètre doit délimiter l'installation.

ARTICLE 8.3.3. EQUIPEMENTS

Les équipements métalliques fixes doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Le sol doit être étanche, incombustible, non poreux et en matériaux inertes vis à vis de l'oxygène, y compris celui de la zone de dépotage. Il doit s'opposer à un épanchement d'oxygène liquide dans un point bas confiné ou il serait une source de dangers.

ARTICLE 8.3.4. EXPLOITATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients associés. Un extincteur à poudre de 9Kg doit être placé à proximité. L'interdiction de fumer ou d'apporter du feu doit être affichée de manière visible.

CHAPITRE 8.4 ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEUR

L'atelier de charge est ventilé pour éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local. L'extraction de l'air est faite en partie haute et ne doit pas gêner les ateliers voisins par les émanations. Il ne doit être utilisé pour aucune autre affectation. Le sol doit être imperméable et en pente pour éviter l'accumulation des eaux.

CHAPITRE 8.5 PARC DE RESERVOIRS (TANK FARM)

ARTICLE 8.5.1. DESCRIPTION

Ce dépôt est de type enterré. Il comprend 2 citernes de stockage de solvants de 1^{ère} catégorie- point éclair inférieur à 55°C (1 cuve n° 1 avec 4 compartiments et 1 cuve n° 2 avec 3 compartiments) pour une capacité équivalente totale de 160 m³

Repère	m ³	Produit stocké	Caractéristiques
1	15	Acétate d'éthyle	Cylindre horizontal (partie d'une cuve n°2 de 80 m ³)
2	23	Méthylethylcétone	Cylindre horizontal (partie d'une cuve n°1 de 80 m ³)
3	15	Exxon DSP 60/95	Cylindre horizontal (partie d'une cuve n°2 de 80 m ³)
4	50	Heptane	Cylindre horizontal (partie d'une cuve n°2 de 80 m ³)
5	22	Toluène	Cylindre horizontal (partie d'une cuve n°1 de 80 m ³)
6	23	Acétone	Cylindre horizontal (partie d'une cuve n°1 de 80 m ³)
7	12	Acétate de méthyle	Cylindre horizontal (partie d'une cuve n°1 de 80 m ³)

Les réservoirs sont reliés par des tuyauteries fixes, disposées sur un rack aérien, au bâtiment C (atelier de préparations et de mélanges). Les citernes et canalisations sont repérées ainsi que les risques associés aux produits.

ARTICLE 8.5.2. EXPLOITATION

Les deux extrémités des tuyauteries mobiles doivent être reliées entre elle du point de vue diélectrique. Lors du transvasement des produits, la citerne doit être reliée aux installations fixes qui sont relié à la terre.

ARTICLE 8.5.3. MESURES SPECIFIQUES

En cas d'incendie, la procédure d'interruption de l'alimentation électrique de la ligne SNCF, définie par courrier du 9 septembre 1993 s'applique. Elle doit être connue du responsable du dépôt et intégrer dans le plan d'urgence.

Les prescriptions applicables sont celles de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées, pour les nouvelles installations.

Un plan d'implantation à jour, des réservoirs enterrés et de leurs équipements annexes, est présent dans l'installation. Les réservoirs sont repérés par une signalétique les identifiant par un numéro, par leur capacité et par le produit contenu, placée à proximité des événements et à proximité des orifices de dépotage

Les parois des réservoirs sont situées à une distance horizontale minimale de 2 mètres des limites de propriété ainsi que des fondations de tout local.

Les réservoirs enterrés sont en acier ou en matière composite, à double enveloppe et conformes à la norme qui leur est applicable. Ils sont munis d'un système de détection de fuite entre les deux enveloppes qui déclenche automatiquement une alarme visuelle et sonore en cas de fuite. Ce système de détection de fuite est conforme à la norme EN 13160 dans la version en vigueur au jour de sa mise en service ou à toute norme équivalente en vigueur dans la Communauté européenne ou l'Espace économique européen. Le détecteur de fuite et ses accessoires sont accessibles en vue de faciliter leur contrôle.

Les réservoirs enterrés et leurs équipements annexes sont installés et exploités conformément aux dispositions techniques de l'annexe I de l'arrêté sus nommé.

Toute opération de remplissage des réservoirs est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Ce dispositif est conforme à la norme NF EN 13616 dans sa version en vigueur le jour de la mise en place du dispositif ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'Espace économique européen.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice de remplissage du réservoir est mentionnée, de façon apparente, la pression maximale de service du limiteur de remplissage lorsque le remplissage peut se faire sous pression.

Il est interdit de faire subir au limiteur de remplissage des pressions supérieures à la pression maximale de service.

Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu. Ce dispositif est indépendant du limiteur de remplissage

Tout réservoir est équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes d'une section totale au moins égale au quart de la somme des sections des tuyauteries de remplissage. Lorsque l'installation n'est pas visée par les dispositions relatives à la récupération des vapeurs, les événements sont ouverts à l'air libre sans robinet ni obturateur.

Les événements ont une direction finale ascendante depuis le réservoir et leurs orifices débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur et à une distance horizontale minimale de 3 mètres de toute cheminée ou de tout feu nu. Cette distance est d'au moins 10 mètres vis à vis des issues des établissements des catégories 1, 2, 3 ou 4 recevant du public. Lorsqu'elles concernent des établissements situés à l'extérieur de l'installation classée, les distances minimales précitées doivent être observées à la date d'implantation de l'installation classée.

Les événements des réservoirs ou des compartiments d'un réservoir qui contiennent des produits non soumis aux dispositions de récupération des vapeurs sont indépendants ou isolés des événements soumis aux dispositions de récupération des vapeurs, y compris en cas de changement d'affectation des réservoirs.

Les tuyauteries enterrées sont installées à pente descendante vers les réservoirs.

Les tuyauteries enterrées sont munies d'une deuxième enveloppe externe étanche compatible avec le produit transporté, séparée par un espace annulaire de l'enveloppe interne.

Les tuyauteries sont conformes à la norme NF EN 14125 dans sa version en vigueur à la date de mise en service des tuyauteries ou à toute norme équivalente en vigueur dans la Communauté européenne ou l'Espace économique européen.

Lorsque les produits circulent par aspiration, un clapet antiretour est placé en dessous de la pompe.

Un point bas (boîtier de dérivation, réceptacle au niveau du trou d'homme du réservoir) permet de recueillir tout écoulement de produit en cas de fuite de la tuyauterie. Ce point bas est pourvu d'un regard permettant de vérifier l'absence de produit ou de vapeur et est éloigné de tout feu nu.

Un contrôle de l'absence de liquide est réalisé hebdomadairement au point bas précité. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les systèmes de détection de fuite des réservoirs et des tuyauteries sont de classe I ou II au sens de la norme EN 13160 dans sa version en vigueur à la date de mise en service du système ou de toute norme équivalente en vigueur dans la Communauté européenne ou l'Espace économique européen.

Les alarmes visuelle et sonore du détecteur de fuite sont placées de façon à être vues et entendues du personnel exploitant.

Le système de détection de fuite est contrôlé et testé par un organisme agréé dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir.

Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant **sans** démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

L'agrément des organismes de contrôle d'étanchéité des réservoirs enterrés et de leurs équipements annexes est accordé par le ministre chargé des installations classées, conformément aux dispositions de l'arrêté du 18 avril 2008 relatif aux conditions d'agrément des organismes de contrôle d'étanchéité des réservoirs enterrés et de leurs équipements annexes, selon les échéances suivantes :

- à compter du 1^{er} juillet 2008, des agréments provisoires sont délivrés jusqu'au 31 décembre 2009 aux organismes de contrôle sur présentation, au ministre chargé des installations classées, d'un récépissé de dépôt de dossier de demande d'accréditation complet (incluant la signature d'une convention avec le COFRAC ou un organisme d'accréditation signataire de l'accord multilatéral de reconnaissance mutuelle pris dans le cadre de la coopération européenne des organismes d'accréditation [European Cooperation for Accreditation] et un engagement de démarche qualité) ;
- pour 2010 et les années suivantes, les agréments sont délivrés pour une période de cinq ans sur la base de l'accréditation du COFRAC ou d'un organisme d'accréditation signataire de l'accord multilatéral de reconnaissance mutuelle pris dans le cadre de la coopération européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation) et d'un dossier de demande d'agrément remis par l'organisme de contrôle au ministre chargé des installations classées avant le 31 octobre de l'année précédente.

CHAPITRE 8.6 DEPOT DE 1,5 TONNES DE POUDRE D'ALUMINIUM CONSTITUE PAR DES FUTS FERMEES DE 100 KG CHACUN

Le dépôt est installé dans un bâtiment spécifique, situé à l'extérieur.

Les éléments de construction présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré deux heures ;
- couverture légère incombustible.
- porte pare-flammes de degré une demi-heure (REI30).

D'autre part, le local présente des garanties d'étanchéité parfaite. La porte d'entrée du local porte la mention des matières entreposées et des risques y afférant.

Il est interdit d'entreposer des matières combustibles à une distance inférieure à 10 mètres du dépôt. Tout foyer, tout conduit de fumée ou toute canalisation d'eau chaude ou de vapeur d'eau chaude, est interdit dans la limite citée ci-dessus. Cette limite est matérialisée au sol.

La poudre d'aluminium est contenue dans des récipients munis d'un couvercle assurant une bonne fermeture. Ces récipients reposent sur des palettes en bois et sont soigneusement maintenus à l'abri de l'humidité. Les parois du local sont évitées d'un revêtement évitant la condensation.

Des dispositions sont prises pour éviter toute manipulation susceptible de suspendre de la poudre d'aluminium dans l'air et pour éviter toute action génératrice d'électricité statique.

Un tas de sable tamisé et sec de 750 litres minimum avec pelles de projection est placé près de l'entrée. Des extincteurs spécifiques métaux sont par ailleurs installés à proximité du dépôt.

Les moyens de secours contre l'incendie pourront comprendre des appareils à eau très finement pulvérisée, à l'exclusion des postes d'eau ordinaire. Une consigne très stricte sur la façon de combattre un début de sinistre sera affichée en caractères très apparents et le personnel sera initié à ce sujet.

CHAPITRE 8.7 SALLES DE PREPARATION ET MELANGE (BATIMENT C)

L'ensemble occupe une surface de 1 500 m² et comprend 7 salles (1/14, 2, 3, 4, 5, 6 et 7) réparties de part et d'autre d'une allée centrale accueillant un stockage intermédiaire de solvants (environ 80 fûts soit 16 m³) et / ou d'autres matières premières, semi finis ...

Les éléments de construction de l'atelier présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré 2 heures (REI120) ;
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 2 heures (REI120).

Les portes donnant vers l'intérieur seront coupe-feu de degré une demi-heure, celles donnant vers l'extérieur seront pare-flammes de degré une demi-heure (REI30). Elles seront à fermeture automatique et s'ouvriront vers l'extérieur.

L'atelier est au rez-de-chaussée et à l'étage (salle 1 / 14). Le rez de chaussée n'est surmonté d'aucun étage occupé par des tiers, ou habité. Il ne commandera ni un escalier ni un dégagement quelconque.

Le sol de l'atelier est imperméable, incombustible et disposé de façon à constituer une cuvette de retenue telle que les égouttures ou, en cas d'accident, les liquides contenus dans les récipients ou les appareils ne puissent s'écouler au dehors.

Les ateliers seront largement ventilés et équipés :

- d'un dispositif d'aspiration asservi à l'ouverture des machines empêchant ainsi les vapeurs qui s'échappent de se répandre dans l'atmosphère du local ;

- d'un système de ventilation qui leur assure de façon permanente, durant les périodes de production, un renouvellement et un balayage de l'atmosphère par un débit minimum soufflé de 36m³/h et extrait de 54m³/h par mètre carré de surface au sol. Les débits sont vérifiés et enregistrés une fois par an et après chaque intervention importante sur l'équipement ;

- d'un système de mesure de l'humidité ambiante empêchant le démarrage des installations si ce taux est inférieur à 35 % .

Le bâtiment C est alimenté en air conditionné à taux d'humidité (régulation) de 50% (afin de limiter l'apparition d'électricité statique).

Les récipients dans lesquels sont employés les liquides inflammables sont clos, aussi complètement que possible hormis l'équipement "Soad pad" et les mélangeurs de fûts en salle 14. Les récipients contenant des liquides inflammables portent en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu.

On ne conservera dans l'atelier que la quantité de liquides inflammables strictement nécessaire pour le travail de la journée.
L'emploi d'air ou d'oxygène comprimés pour effectuer le transvasement ou la circulation des liquides est rigoureusement interdit.

Le chauffage des liquides sera obtenu par circulation d'eau chaude ou de vapeur d'eau à basse pression ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes.
Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction est affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrée.
Les opérations de broyage, malaxage, centrifugation et autres de même nature, en présence de liquides inflammables, s'effectuent dans des appareils clos.

Tous les équipements, y compris les conduits d'extraction, sont mis à la terre et en liaison équipotentielle.
Les murs extérieurs de la salle 3 sont équipés d'évents.

Le bâtiment C est relié par une canalisation à une fosse appelée « bassin de rétention Mélanges ». Cette canalisation de collecte d'eaux polluées est équipée d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Protection contre l'incendie :

Le bâtiment C est protégé par sprinklers à l'eau et 4 R.I.A. avec émulseurs. De plus, les 7 salles de fabrication sont protégées par un système de « sprinkleur avec une cuve d'émulseur » (3030 litres). Dans ce cas, les portes coupe-feu auront un déclenchement retardé de 20 secondes.

Opération de chargement des tanks (chargement des matières premières).
Elle est asservie au fonctionnement de l'extraction de l'atelier.

CHAPITRE 8.8 ATELIERS D'ENCOLLAGE D10 + D12

ARTICLE 8.8.1. STAND PU : APPROVISIONNEMENT PRODUITS (POLYOLS ET POLYISOCYANATE)

L'eau industrielle (eau de ville surpressée juste après un disconnecteur) est disponible à proximité du stand PU pour neutraliser le fût utilisé. Le produit neutralisé est dans un fût (avec de l'eau) puis éliminé vers une filière de déchet agréées.

Les tanks (4 cuves environ 60 litres) sont équipés d'une alarme de sécurité de niveau haut qui arrête la pompe utilisée pour le remplissage. Les pompes sont équipées d'un système d'arrêt en cas de bouchage de ligne. L'arrêt d'une pompe entraîne l'arrêt de l'autre.

La zone « stand PU » est située dans une zone en rétention, sans écoulement possible vers l'extérieur.

Une extraction d'air du bâtiment D10 est située au-dessus du fût polyol situé au stand PU (aspiration ponctuelle).

L'entrée d'humidité dans le bac tampon et les fûts de polyisocyanate est prévenue par un inertage à l'azote. Le défaut d'azote sur tank de polyisocyanate serait détecté par une alarme visuelle.

La quantité de solvants et d'adhésifs présente pour le fonctionnement de la ligne d'encollage est aussi faible que possible. Elle ne doit pas excéder 2400 litres au total.

ARTICLE 8.8.2. ENCOLLEUSE

Le bâtiment D10 est alimenté en air conditionné (taux d'humidité (régulation) de 55 %) afin de limiter l'apparition d'électricité statique. Cette humidité est mesurée (arrêt de l'encolleuse à 35 % d'Humidité Relative).

La ventilation de l'installation est suffisante pour que la concentration en vapeurs inflammables n'atteigne en nul emplacement des valeurs dangereuses ; l'installation est dotée d'un appareillage automatique de mesure de concentration en vapeurs inflammables permettant l'arrêt de l'installation (arrêt d'urgence) si cette concentration dépasse 40 % de la limite inférieure d'inflammabilité pour les zones four 1 à 5. La ligne d'encollage est équipée de 10 têtes (1 tête par zones de 1 à 7, 1 tête poudre, 2 têtes corona) de détection (de type explosimètre infra rouge). En cas d'épandage l'encolleuse fait l'objet d'une procédure de type conduite à tenir en cas de renversement.

Le fonctionnement des ventilateurs d'extraction est contrôlé en permanence ; leur défaillance entraîne l'arrêt automatique de l'installation. Des extractions basses sont prévues dans le bâtiment D10 où se situe la ligne d'encollage.

Le chauffage des fours est subordonné à la mise en marche préalable des ventilateurs assurant l'évacuation des vapeurs de solvants. L'extraction du poudre est assurée par une aspiration spécifique. Toutes les autres extractions (fours, poudre, têtes d'encollage) sont équipées d'un aiguillage vers l'oxydateur thermique (conduit n°10) en cas d'utilisation de solvant, et hors de l'oxydateur thermique lors de l'encollage sans utilisation de solvant (registre de rejet vers l'extérieur du bâtiment). L'aiguillage est asservi à l'utilisation de solvant.

La zone d'encollage (tête de l'encolleuse) est protégée par un système automatique d'extinction par injection de CO₂ déclenché par détection de flamme (détection infra-rouge) et détection de température haute.

Les séquences de démarrage et d'arrêt de l'installation font l'objet de consignes écrites précises et sont régulées automatiquement (via les recettes du superviseur) de manière à éviter toute concentration de vapeurs inflammables et toute augmentation anormale de température (zones du four).

Les arrêts d'urgence sur déclenchement de CO₂ entraînent la coupure de toutes les énergies. Les arrêts d'urgence « coup de poing » entraînent l'arrêt de la production après un temps de ventilation. L'alarme est retransmise au poste de commande de l'installation qui déclenche l'arrêt gaz (arrêt d'urgence sur le superviseur, CO₂ sur le superviseur et au poste de sécurité site)

Des capteurs de température, de pression et/ou de dépression sont prévus dans les zones de séchage selon le type de séchage mis en œuvre.

Le four est également doté de panneaux (pour les zones 1 à 5 portes anti explosion avec chaînes à ouverture latérales) qui s'ouvrent en cas d'explosion afin d'évacuer le souffle dans une direction préférentielle. Pour les zones 6 et 7 situées au bâtiment D12, ces panneaux disposés sur les parties supérieures, inférieures, sont retenus par des chaînettes de façon à ne pas être projetés.

ARTICLE 8.8.3. OXYDATEUR THERMIQUE

L'oxydateur thermique est situé à l'extérieur. Son non fonctionnement entraîne une alarme reportée sur le poste de commande de l'encolleuse. Il comporte de façon accessible et correctement repérés une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du gaz muni d'une électro vanne "coupure gaz" asservie à l'arrêt d'urgence et défauts lié au process (température, flamme, brûleur) en plus de la présence d'une vanne manuelle permettant la fermeture situé à proximité.

L'oxydateur est conçu, exploité et entretenu de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles il ne peut assurer pleinement sa fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées. Le degré de dépollution des effluents en COV doit être d'au moins 95 %.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de sa bonne marche doivent être contrôlés en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

La présence de la flamme est contrôlée par :

- une cellule UV pour le brûleur principal ;
- une détection par ionisation pour la flamme pilote (veilleuse).

L'absence de flamme déclenche l'arrêt de l'oxydateur et de l'encolleuse.

CHAPITRE 8.9 ENTREPOTS

Les entrepôts sont répartis dans 5 bâtiments distincts : (Bâtiment B - repère b1, bâtiment D11 - repère Bât D11, Bâtiment D12 - repère d1, d2 et d6, Bâtiment Microsphère repère m8, m9, m16 et m17 Bâtiment FMEV – repère f2, repère f8) (voir le plan « Plan Site Bâtiments / Entrepôts » n° 1 422 900 001 / 3)

- **Bâtiment B** (repère b1) : un entrepôt de matières premières et produits semi-finis, d'une surface au sol d'environ 1 689 m², comprenant :

- matières premières non inflammables (gommes, poudres, résines, non combustible)

- matières premières non inflammables (combustible)
- produits semi-finis : mastics, produits adhésifs (combustible)
- produits finis : Adhésifs (combustible), Microsphère (ponctuellement, non combustible)
- emballages (boîtes métalliques,)
- emballages cartons, plastiques, .. (combustible)

soit 380 tonnes de produits combustibles et 110 m³ de cartons ;

- **Bâtiment D11** : un entrepôt de matières premières, produits semi finis, produits finis, d'une surface au sol d'environ 2532 m², comprenant :

- liquides inflammables (un volume de 820,1 m³ est repris en 1432 – tableau de classement, matières premières, produit semi fini),
- produits toxiques (liquide et solide, matières premières)
- Produits combustibles (matières premières, produits semi finis, produits finis, emballages cartons, plastiques)
- produits semi-finis, produits Adhésif, rouleaux de bandes de marquage au sol (jumbo)
- Produits non combustibles (emballages boîtes métalliques, ..)
- Déchets (avec solvants ou sans solvant), huiles (Service Maintenance)
- Diisocyanate de diphenylméthane (MDI), substance explosive (AZDN)

soit environ 620 tonnes de matières combustibles et 630 m³ de cartons et papiers ;

- **Bâtiment D 12** (repère d1 & d2) : un stockage intermédiaire de matières premières, produits semi finis, produits finis et d'emballages, sur une surface au sol d'environ 450 m² comprenant :

- Produits combustibles production avec les rouleaux de bandes de marquage au sol (« jumbo »)
- Produits combustibles d'emballages (carton, papier, plastiques, ..)

soit 320 tonnes de matières combustibles et 30 m³ de cartons.

A titre d'information car non classé sous la rubrique 1510,

- **Bâtiment D 12** (repère d6) : un entrepôt de produits semi finis et déchets du Module Microsphères, sur une surface au sol d'environ 52 m², comprenant :

- produits semi finis (ré incorporation), non combustibles
- déchets Module Microsphères, non combustibles

Ce bâtiment ne stocke pas de matières combustibles.

- **Bâtiment Microsphères** (repère m8) : un entrepôt de matières premières, produits semi finis, produits finis, emballages, sur une surface au sol d'environ 938 m², comprenant :

- produits semi finis en verre, non combustibles (feed)
- produits finis en verre, non combustibles (microsphère creuses de verre).
- emballages combustibles (cartons, plastiques,..)

soit 60 m³ de cartons.

- **Bâtiment Microsphères** (repère m9) : un stockage divers de matières en verre, pièces maintenance sur une surface au sol d'environ 110 m², comprenant :

- Produits échantillons en verre, non combustibles
- Pièces détachées Maintenance, non combustibles
- Emballages combustibles (cartons, plastiques, big bags..)

soit 35 m³ de cartons.

- **Bâtiment Microsphères** (repère m16) : un stockage de matières premières, produits semi finis (ré incorporation BS60) sur une surface au sol d'environ 240 m², comprenant :

- Matières premières (frit = verre concassé), non combustibles
- Produits semi finis en verre non combustible (ré incorporation BS60),

Ce bâtiment ne stocke pas de matières combustibles.

- **Bâtiment Microsphères** (repère m17) : un stockage de produits finis (produit BS60) sur une surface au sol d'environ 80 m², comprenant :

- Produits finis en verre (BS60), non combustibles

Ce bâtiment ne stocke pas de matières combustibles.

- **Bâtiment Fmev pour le Module Microsphères** (Mill n°2 - repère f8) : un entrepôt de matières premières, produits semi finis, emballages, palette bois sur une surface au sol d'environ 215 m² comprenant :

- Matières premières (frit = verre concassé et zinc), non combustibles
- Produits semi finis en verre, non combustibles (feed)
- Palettes bois, combustibles
- Emballages combustibles (plastiques, big bags, ..)

soit 3 tonnes de matières combustibles et 0 m³ de carton.

- **Bâtiment Fmev** : (repère f2) un entrepôt de matières premières, produits semi finis, produits finis et d'emballages sur une surface au sol d'environ 810 m² comprenant :

- matières premières verre et non verre non combustibles
- produits semi finis (« bin - cuve en cours »), non combustibles
- Produits finis (microbilles de verre en fûts métalliques), non combustibles

Ce bâtiment ne stocke pas de matières combustibles.

ARTICLE 8.9.1. DISPOSITIONS COMMUNES AUX ENTREPOTS B, D11 ET D12

Article 8.9.1.1. Etat des stocks

L'exploitant tient à jour un inventaire des quantités stockées. Cet inventaire indique la nature et la localisation des produits stockés et auquel est annexé un plan général des stockages(Plan « Plan Site Bâtiments / Entrepôts n° 1 422 900 001 / 3 – 30/12/14 »)

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées.

Article 8.9.1.2. Détection automatique

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules et locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.

Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique dans le cas où la circulation de l'eau dans les tuyauteries actionne une alarme transmise à un poste de surveillance de l'exploitant. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection. Il établit des consignes de maintenance et organise, à fréquence semestrielle au minimum, des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs de détection. Cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à 1 mètre.

Article 8.9.1.3. Cellules

La taille des surfaces des cellules de stockage est limitée de façon à réduire la quantité de matières combustibles en feu et d'éviter la propagation du feu d'une cellule à l'autre.

La surface maximale des cellules est égale à 3 000 m² en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie, ou 6 000 mètres carrés en présence d'un système d'extinction automatique d'incendie et d'une étude démontrant que les zones

d'effets irréversibles générés par l'incendie de cellule restent à l'intérieur du site. Dans le cas des cellules de surface maximale de 3 000 m², la plus grande longueur des cellules est limitée à 75 mètres.

La hauteur de stockage en paletier est limitée à 10 mètres, dans tous les cas.

Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :

1 : Surface maximal des îlots au sol : 500 m²

2 : Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3 : Distance entre 2 îlots : 2 mètres minimum

4 : Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe

Concernant les matières stockées en rayonnage ou en paletier, les dispositions des 1°, 2° et 3° ne s'appliquent pas lorsqu'il y a présence de système d'extinction automatique. La disposition du 4° est applicable dans tous les cas.

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois,

aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.

Article 8.9.1.4. Règles de sécurité

Lors de la réfection des toitures, la toiture est réalisée avec des éléments incombustibles.

La partie de l'entrepôt supérieure à la hauteur utile sous ferme comporte, à concurrence d'au moins de 2 % de la surface de l'entrepôt, des éléments judicieusement répartis permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur ou mise à l'air libre directe).

Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposés, d'autre part, des dimensions de l'entrepôt ; elle n'est jamais inférieure à 0,5 % de la surface totale de la toiture.

La ou les commandes manuelles des exutoires de fumée et de chaleur sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Des amenées d'air neuf d'une surface équivalente à celle des exutoires définis ci-dessus doivent être assurées sur l'ensemble du volume du stockage. Elles peuvent être constituées soit par des ouvrants en façade, soit par les portes des locaux à ventiler donnant sur l'extérieur.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille).

Les zones où sont entreposés des liquides dangereux, ou susceptibles d'entraîner une pollution des eaux, doivent être conçues de sorte 'qu'il ne puisse y avoir, en cas d'écoulement accidentel tel que rupture de récipients, déversement direct de matières dangereuses vers les réseaux publics d'assainissement ou le milieu naturel.

Notamment, le sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage, produits d'extinction d'un incendie...) puissent être recueillis efficacement.

En particulier, tout récipient (cuve...) susceptible de contenir de tels liquides doit être associé à une capacité de rétention étanche.

Les produits présentant des risques de réactions dangereuses et les produits incompatibles avec l'eau sont stockés dans des cellules spéciales qui leur sont réservées. La conception et l'exploitation de ces cellules, en particulier la nature et l'importance des moyens de lutte contre l'incendie, tiennent compte des dangers particuliers présentés par ces produits.

Les ateliers d'entretien sont délimités par des murs coupe-feu de degré une heure. Les portes d'intercommunication sont pare-flammes de degré une demi-heure (REI30) et sont munies d'un ferme-porte.

Si un poste ou une aire d'emballage est installé dans l'entrepôt, il est soit dans une cellule spécialement aménagée, soit éloigné des zones d'entreposage, soit équipé de moyens de prévention ou d'intervention particuliers. Des issues pour les

personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 40 m de l'une d'elles, et 25 m dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule d'une surface supérieure à 1 000 m².

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-portes et s'ouvrent par une manœuvre simple, dans le sens de la sortie, sans altérer le gabarit des circulations sur les voies ferroviaires extérieures éventuelles.

Les escaliers intérieurs qui relient des niveaux séparés et qui sont considérés comme des issues de secours sont encloisonnées par des parois coupe-feu de degré une heure, deux heures lorsque l'entrepôt possède plusieurs niveaux ou lorsque sa hauteur est supérieure à 10 m, et construits en matériaux incombustibles ; ils doivent déboucher directement à l'air libre ou à proximité, sinon sur des circulations encloisonnées de même degré coupe-feu. Les portes donnant sur ces escaliers sont pare-flammes de degré une demi-heure (REI30) et munies de ferme-portes.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

Une ventilation individualisée est prévue pour les cellules spéciales prévues ci-dessus, ainsi que pour la zone de recharge des batteries des chariots automoteurs. Les locaux ou zones spéciales de recharge de batteries (Bâtiment D13, repère D13c) sont très largement ventilés de manière à éviter toute formation de mélange gazeux explosif. Ils respectent les prescriptions susceptibles de réactions dangereuses.

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc... soient largement dégagés. Les produits liquides dangereux ne sont pas stockés en hauteur (plus de 5 m par rapport au sol). Les produits explosibles et inflammables sont protégés contre les rayons solaires. La température des matières susceptibles de se décomposer par auto-échauffement est vérifiée régulièrement.

Les produits incompatibles entre eux ne sont jamais stockés de façon à pouvoir, même accidentellement, entrer en contact, en particulier :

- les produits combustibles ou réducteurs d'une part et les produits oxydants d'autre part ;
- les acides d'une part et les bases d'autre part, y compris les sels acides ou basiques.

Les locaux et matériels sont régulièrement nettoyés de manière à éviter des accumulations de poussières. Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc... sont regroupés hors des allées de circulation.

Il est interdit de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement fermés.

Article 8.9.1.5. Dispositions spécifiques au D11

Le dépôt n'est pas surmonté d'étage et il est sur rétention. Les éléments de construction du bâtiment présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi coupe-feu de degré deux heures (REI120) ;
- couverture incombustible ou de classe M0 (A2) ;
- portes donnant vers les autres locaux de degré deux heures (EI120) ;
- portant donnant vers l'extérieur pare-flammes de degré une demi-heure (REI30).

Les portes s'ouvriront vers l'extérieur et devront permettre le passage facile des emballages.

Ce local ne commandera ni un escalier ni un dégagement quelconque.

Réservoirs

Les liquides inflammables sont entreposés en fûts métalliques étanches. Ces récipients sont fermés. Ils devront porter en caractères lisibles la dénomination du liquide renfermé et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la

législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux. Ils seront incombustibles, étanches, construits selon les règles de l'art et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Stockage de MDI : le stockage de MDI devra respecter les prescriptions de l'arrêté du 29/10/07 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1158 (Emploi ou stockage de diisocyanate de diphenylméthane)

CHAPITRE 8.10 .BATIMENTS B ET C

Les installations de pesage et de manutentions doivent être conçue pour limiter les risques électrostatiques et les risques liés aux poudres inflammables telles que la poudre d'aluminium.

CHAPITRE 8.11 . INSTALLATIONS DE REFRIGERATION

Les locaux où fonctionnent ces installations seront conçus de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au-dehors sans qu'il en résulte d'incommodité pour le voisinage.

La ventilation sera assurée, si nécessaire, par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Dans le but de préserver la couche d'ozone et conformément au protocole de MONTREAL, relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone, il y a lieu de n'utiliser pour l'avenir que des HFC.

Les locaux seront munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

L'établissement sera muni de masques de secours efficaces en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit d'accès facile et dans un endroit d'accès facile. Le personnel sera entraîné à l'emploi et au port de ces masques.

CHAPITRE 8.12 . ATELIER DE CONDITIONNEMENT (BATIMENTS D10 + D12).

ARTICLE 8.12.1. CARACTERISTIQUES GENERALES

Ces ateliers reçoivent des mélanges, essentiellement ceux provenant du bâtiment C par des fûts pour les équipements Tubeuses par exemple.

Les différents produits peuvent être conditionnés en :

- Tubes de colles en base solvant et base aqueuse (petit tube 30 ml pour utilisation grand public (D10 et D12)
- Boîtes et/ou tonnelets de colles et mastic (Bâtiment D10)
- Flacons (50 ml) et bidons (jusqu'à 5 litres) de solvant primaire pour usage industriel.
- Tubes 20 ml
- Cartouches double corps 50 ml (Bâtiment D12)

Les locaux sont équipés d'un système de ventilation qui assure de façon permanente durant les périodes de production un taux de renouvellement de l'air par heure de 4 en petite vitesse (PV) et 6 grande vitesse (GV) son volume sur une hauteur de 3 mètres.

Les eaux de lavage des équipements et les eaux de lavage de sol pour le module FMEV sont orientés vers une fosse extérieure appelée bassin de rétention Mélanges (réseaux eaux industrielles) . La canalisation doit résister à l'action des produits qu'elle véhicule et empêcher la propagation d'un incendie.

CHAPITRE 8.13 ATELIER DE BROYAGE (BATIMENTS B – MICROSPHERES (ATELIER MILL 1& 2)

Module Adhésif
Broyeur Mill 84
Découpage Dreher

Module Microsphères
Atelier Mill 1
Atelier Mill 2

Tout traitement de produits renfermant des poussières inflammables est interdit.

Les appareils destinés pour les divers traitements seront clos ; toutes opérations et toutes manipulations seront effectuées de façon que le voisinage, ne soit pas incommodé par la dispersion des poussières.

Pour le broyage de produits pouvant entraîner des charges électrostatiques, les installations ainsi que les canalisations de transport des produits seront mises à la terre et reliées de façon équipotentielle.

CHAPITRE 8.14 FOURS (FORMERS) DE PREPARATION DE MICROSPHERES DE VERRE

ARTICLE 8.14.1. DESCRIPTION

Définition : Les fours appelés « formers » (anciennement dénomination de « Makers » dans l'autorisation d'exploiter de janvier 2010)

Former 1 GBB – conduit n ° 3

Former 2 GBB – conduit n ° 4

Former 3 GBB – conduit n ° 5

Former 4 GBB – conduit n ° 18

Former 5 GBB – conduit n ° 21

L'atelier de fabrication est séparé des autres ateliers, magasins et aires de stockage par des murs et une porte.

Les fours fonctionnent en continu.

Ils sont équipés d'une détection de flamme. En l'absence de flamme, arrêt automatique du brûleur par fermeture de deux électrovannes. En cas de défaillance de la détection, il y a également arrêt immédiat du four. L'arrivée d'oxygène doit également être coupée.

Un défaut de refroidissement de la double enveloppe déclenche une alarme puis arrête le four.

Lorsque le four est arrêté, un cycle de purge (four et tuyauteries) du gaz naturel est déclenché. L'évent de la panoplie gaz (flamme pilote) sera disposé de sorte à ne pas être à proximité d'installations susceptibles de produire une étincelle ou proximité de l'installation d'oxygène.

Le colmatage du cyclone de séparation des microsphères et des fines entraîne une alarme lumineuse, une perte de productivité (rendement équipement) détecté par l'opérateur en conduite de process (standard) via le superviseur (en particulier par le paramètre process " pression statique" permettant de rechercher le dysfonctionnement et de le résoudre).

La teneur en oxygène est calculée à partir des débits du comburant et de l'oxygène. En cas d'écart des débits entraînant un excès d'oxygène (27 %) l'installation est arrêté.

Les poussières sont orientées vers des dépoussiéreurs.

Le démarrage des fours est asservi au fonctionnement des dépoussiéreurs, des filtres à manches.

L'arrivée d'oxygène dans le four est asservie au fonctionnement du four.

Toute information concernant une augmentation (baisse de pression ou de débit de l'oxygène au dessus des seuils déterminés) est signalée par une alarme et l'arrêt du four.

La panoplie d'alimentation en oxygène du four comprend :

-
- une vanne de sectionnement
 - une sécurité de pression haute et pression basse d'oxygène
 - un organe limiteur de débit

ARTICLE 8.14.2. MANUTENTION

Des dispositifs de capotage et de dépoussiérage seront mis en place de manière à ce que les opérations de manutention des produits entrants et sortants et d'alimentation du four ne soient pas à l'origine d'émission à l'atmosphère. Les produits finis sont stockés soit en big-bag, en cartons ou en silos.

CHAPITRE 8.15 FOURS (FORMERS) DE FABRICATION FMEV (MICROBILLES DE VERRE)

Définition : les fours appelés « formers » (dénomination de « makers » dans l'autorisation d'exploiter de janvier 2010)

Former 1 FMEV – conduit n° 7

Former 2 FMEV – conduit n° 8.

Les installations de mélange de matières premières sont dotées d'un système d'aspiration relié à un filtre à manche avec rejet pour une cheminée de 25 mètres (conduit n°7 pour le Former 1 FMEV et conduit n°8 pour le Former 2 FMEV).

L'atelier de fabrication est séparé des autres ateliers, magasins et aires de stockage. L'air de l'atelier est renouvelée 3,5 fois par heure et traité sur filtre (conditionneur d'air) .

Les brûleurs sont équipés d'une détection de flamme. En l'absence de flamme, arrêt automatique du brûleur par fermeture de deux électrovannes. En cas de défaillance de la détection, il y a arrêt immédiat du four.

Le démarrage des fours est asservi au fonctionnement des dépoussiéreurs et de la ventilation du bâtiment.

Un défaut de refroidissement du four déclenche une alarme puis arrête du four.

Lorsque le four est arrêté, un cycle de purge du gaz naturel est déclenché. L'évent est disposé de sorte à ne pas être à proximité d'installations susceptibles de produire une étincelle.

Tout arrêt du four, entraîne la coupure d'alimentation en gaz.

Chaque four est équipé d'un filtre à manche.

Un colmatage du cyclone de séparation des billes de verre (installés sur vibreur pour favoriser l'écoulement et éviter le colmatage) entraîne l'arrêt d'écoulement du produit du cyclone vers le fût de récupération en dessous; ce point fait partie de la surveillance demandée aux opérateurs situés dans le laboratoire central.

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'apparition de phénomènes électrostatiques.

Manutention.

Des dispositifs de capotage et de dépoussiérage sont mis en place de manière à ce que les opérations de manutention des produits entrants et sortants et d'alimentation du four ne soient pas à l'origine d'émission à l'atmosphère. Les produits finis sont stockés en fûts de 200 litres (semi finis en cubie ouvert appelé " bin").

CHAPITRE 8.16 PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSE

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par ailleurs, l'exploitant est tenu de respecter tout texte venant compléter ou abroger les dispositions prescrites par cet arrêté ministériel.

CHAPITRE 8.17 STOCKAGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES

Le stockage de liquides inflammables situé dans le bâtiment D11 est tenu de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

CHAPITRE 8.18 STARFISH ET SW3440FST

ARTICLE 8.18.1. STARFISH

Cette activité est réalisée dans le bâtiment D10 et nécessite l'utilisation d'oxyde de calcium mélangé à une base de résine époxy. Le produit fini sera une colle, conditionné sous forme de cartouches, de tonnelets ou de fûts stockés dans le bâtiment B. (repère b1 avec une quantité maxi : 3 tonnes)

Le stockage d'oxyde de calcium, produit qui réagit avec l'eau en produisant une réaction exothermique, est stocké en armoire individuelle, close et étanche à l'intérieur du bâtiment B (repère b1)
2 armoires sont disponibles pour le stockage de cette matière première (oxyde de calcium) et la quantité maximale stockée est de 0,6 tonnes.

ARTICLE 8.18.2. SW3440FST

Cette activité est réalisée au sein du bâtiment C et nécessite l'utilisation d'oxyde de calcium (matière première stockée dans les 2 armoires spécifiques au bâtiment B repère b1) mélangé à une base de résine époxy et une amine.
Le produit fini SW3440FST est une colle qui est conditionnée sous forme de cartouches ou de tonnelets, stockée à – 18°C pour éviter toute réaction dans le bâtiment D11.
La quantité maximale stockée est de 3 tonnes.

TITRE 9 – SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du code de l'environnement.

CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Article 9.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques

9.2.1.1.1 Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Module Microsphères

Rejet conduit n°3 / conduit n°4 / conduit n°5 / conduit n°18 / conduit n°21

Paramètre	Fréquence	Enregistrement
Débit	En continu	Oui
Poussières	En continu	Oui
O ₂	1 fois tous les 3 ans	Non
SO ₂		
NO _x en équivalent NO ₂		
Bore		
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) (exprimés en HF)		
Arsenic gazeux et particulaires		

Module FMEV

Rejet conduit n°6 / conduit n°7 / conduit n°8

Paramètre	Fréquence	Enregistrement
Débit	En continu	Oui
Poussières	En continu	Oui
O ₂	1 fois tous les 3 ans	Non
SO ₂		
NO _x en équivalent NO ₂		
Sb, Cr, Co, Cu, Sn Mn, Ni, V, Zn		

Oxydateur thermique

Rejet conduit n°10

Paramètre	Fréquence
Débit	1 fois/an
Poussières	
O ₂	
SO ₂	
Nox	
COVNM exprimé en carbone total	

Dépoussiéreurs

Rejet conduits n°11,12,13, 16,17, 19 et 20

Paramètre	Fréquence
Poussières	1 fois tous les 3 ans

Chaudières et D4600

Rejet conduits n°1,2,14

Paramètre	Fréquence
Débit	1 fois tous les 3 ans
Poussières	
SO ₂	
Nox	

9.2.1.1.2 Auto surveillance des émissions par bilan

L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM	Transmission du plan de gestion des solvants*	Annuelle
Zinc	Cumuls des rejets air et eau	Annuelle

Les émissions diffuses de solvants ne doivent pas dépasser pas 5% de la quantité consommée.

Le plan de gestion de solvants, mentionne les entrées et les sorties de solvants. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant informe l'inspection de ses actions visant à réduire sa consommation.

ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES PRELEVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement, les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES

Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Eaux pluviales rejet 1	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
MES	Prélèvement ponctuel	2 fois par an
DCO		
DBO5		
Azote global		
Phosphore total		
Hydrocarbure totaux		
Zinc		
Bore		

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Eaux usées rejet 2	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure
MES	Prélèvement et analyse sur 24 h	2 fois par an
DCO		
DBO5		
Azote global		
Phosphore total		
Hydrocarbure totaux		
Zinc		
Aox		

La périodicité d'entretien des séparateurs sera de deux fois par an et complétée par une visite de contrôle après chaque événement pluvieux important.

ARTICLE 9.2.4. SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT PROCHE

Surveillance des sols	Paramètres	Fréquence
Prélèvement : - à côté de la fosse de récupération appelée « bassin de rétention Mélanges » ; - dans le champ entre le site et la commune de Blécourt (deux points de mesure).	Zinc, baryum, titane et bore (en mg/kg de matières sèches)	Tous les 3 ans (bassin mélanges) Tous les 3 ans (la fréquence pourra être revue en fonction des résultats)

Les valeurs de comparaison se feront avec celles qui ont été mesurées en novembre 2005. Les résultats seront commentés et interprétés.

ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

Article 9.2.5.1. Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

ARTICLE 9.2.6. AUTO SURVEILLANCE DE L'EPANDAGE

Sans objet.

ARTICLE 9.2.7. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Article 9.2.7.1. Mesures périodiques

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service de l'extension puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 9.2 du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.

ARTICLE 9.3.3. TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

Les justificatifs évoqués à l'article 9.2.5 doivent être conservés dix ans.

ARTICLE 9.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE LA SURVEILLANCE DE L'EPANDAGE

Sans objet.

ARTICLE 9.3.5. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application du chapitre 9.2 sont transmis à l'Inspection dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4 DEMARCHE IED-REEXAMEN PERIODIQUE

En application de l'article R 515-71 du Code de l'Environnement, l'exploitant adresse au Préfet du Nord, les informations mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales.

Conformément à l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement, le dossier de réexamen comporte :

1. Des compléments et éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation initial portant sur :
 - a. Les mentions des procédés de fabrication, des matières utilisées et des produits fabriqués ;
 - b. Les cartes et plans ;
 - c. L'analyse des effets de l'installation sur l'environnement ;
 - d. Les compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles prévus au 1° du I de l'article R. 515-59 accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68.
2. L'analyse du fonctionnement depuis le dernier réexamen ou, le cas échéant, sur les dix dernières années. Cette analyse comprend :
 - a. Une démonstration de la conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à la réglementation en vigueur, notamment quant au respect des valeurs limites d'émission ;
 - b. Une synthèse des résultats de la surveillance et du fonctionnement :
 - L'évolution des flux des principaux polluants et de la gestion des déchets ;
 - La surveillance périodique du sol et des eaux souterraines prévue à l'article R. 515-60 du code de l'environnement ;
 - Un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
3. La description des investissements réalisés en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.

Dans le cas où les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles ne pourraient être atteints dans des conditions d'exploitation normales, le dossier de réexamen est complété, conformément à l'article R.515-68 du Code de l'Environnement, d'une demande de dérogation comprenant :

- Une évaluation montrant que l'application des conclusions MTD entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, en raison :
 - a) De l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement ; ou
 - b) Des caractéristiques techniques de l'installation concernée. Cette évaluation compare, avec les justificatifs nécessaires, les coûts induits par le respect des dispositions des conclusions MTD aux bénéfices attendus pour l'environnement. Elle analyse l'origine de ce surcoût au regard des deux causes mentionnées aux a et b ci-dessus.
- L'analyse des effets de l'installation sur l'environnement" (en cas de dérogation, une ERS quantitative est attendue)

Conformément à l'article R. 515-80 et suivants du Code de l'Environnement, le dossier de réexamen comporte également, s'il n'a pas déjà été transmis, le rapport de base mentionné aux articles L. 515-30 et R. 515-59 du Code de l'Environnement, réalisé selon la méthodologie définie par le ministère. Dans le cas où l'établissement ne serait pas soumis à réalisation d'un rapport de base, un mémoire justificatif argumentant cette position selon la méthodologie définie par le ministère sera transmis.

TITRE 10 – SANCTIONS - DELAIS ET VOIES DE RECOURS – NOTIFICATION

Article 10.1.1 : SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

Article 10.1.2 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

ARTICLE 10.1.3 : NOTIFICATION

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de CAMBRAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de TILLOY LEZ CAMBRAI,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de TILLOY LEZ CAMBRAI et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie de TILLOY-LEZ-CAMBRAI pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr rubrique ICPE – Autre ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

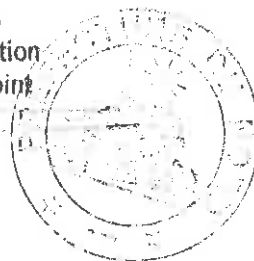
Fait à Lille, le

- 2 JUL. 2015

Le préfet,

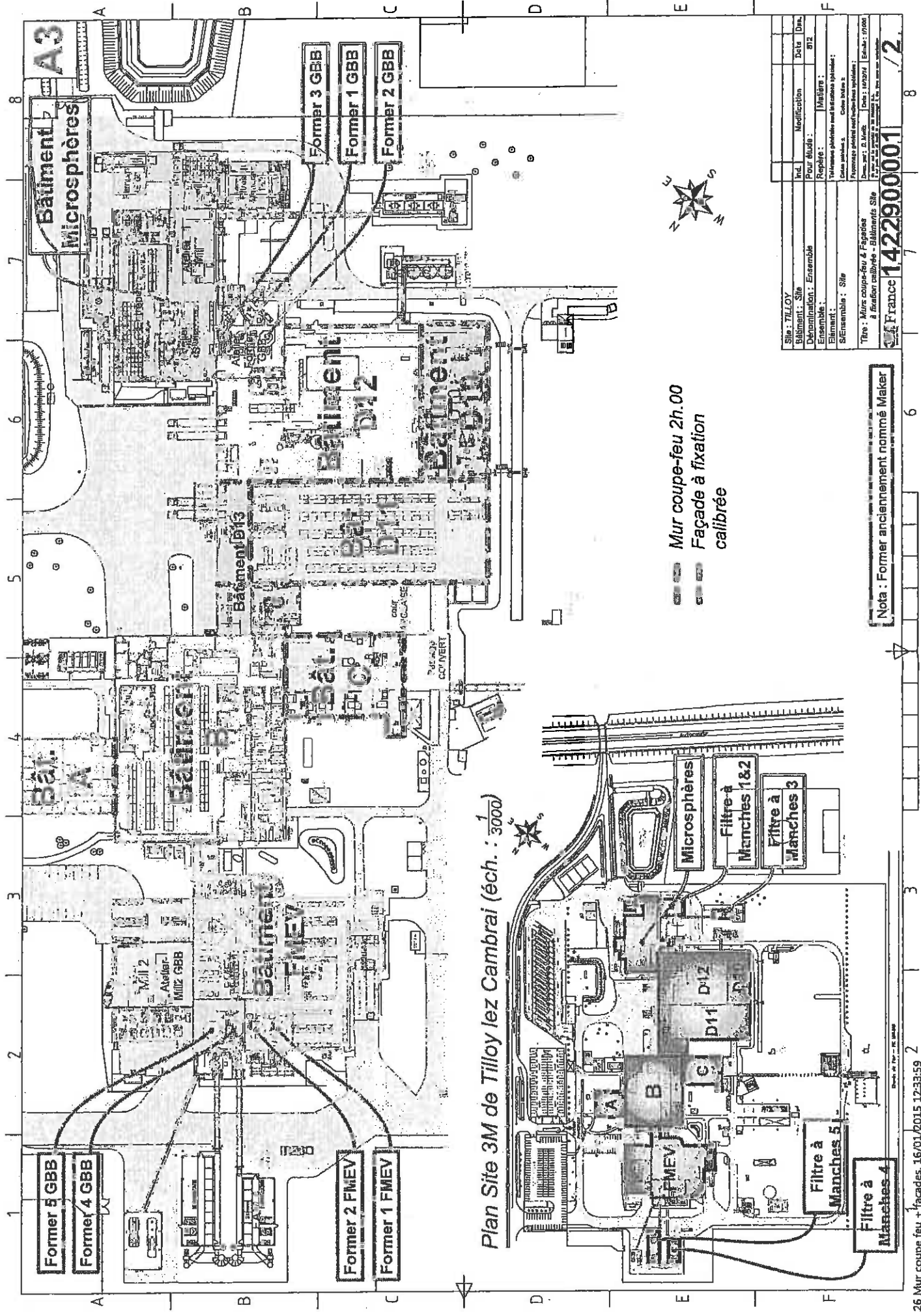
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume THIRARD



Annexes :

- | | |
|--|-----------------------------------|
| ➤ Plan « Localisation des rejets atmosphériques » | n° 1 422 900 001 / 1 (10/12/2014) |
| ➤ Plan « Mur coupe feu et façades à fixation calibrée - Bâtiments Site » | n° 1 422 900 001 / 2 (18/12/2014) |
| ➤ Plan « Plan Site Bâtiments / Entrepôts » | n° 1 422 900 001 / 3 (30/12/2014) |



[illegible][illegible]

